le prolétaire

bimensuel — **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8me ANNEE — N° 89

5 - 18 Octobre 1970

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

La Palestine, point de mire de la contre-révolution mondiale

Des milliers de morts, des villes à demi-détruites, les réfugiés exterminés dans leurs camps, le compromis le plus bâtard et le plus précaire succédant aux combats les plus meurtriers, « l'ordre » rétabli à coups de canon et la promesse de persécutions et d'exécutions sommaires derrière le paravent du dernier cessez-le-feu survenu en Palestine : tel est le bilan de ce « retour à la paix » que le monde bourgeois salue avec soulagement pour fermer les yeux sur ce qui fut l'assassinat pur et simple d'une révolte de la misère et du désespoir.

La presse de ces derniers jours reflète fidèlement le climat d'ignoble hypocrisie dans lequel cette société de honte et d'horreur « règle ses problèmes ». Le forfait perpétré, le massacre accompli, l'abcès débridé par le plus terrible des scalpels, les vrais *meneurs de jeu* de la société bourgeoise impérialiste dictent leurs ordres à tous leurs hommes de paille, consentants ou involontaires, dans le camp des victimes comme dans celui des bourreaux : un peu de calme, s'il vous plaît, dans ce champ de carnage palestinien ! Hussein, le chef des massacreurs, Arafat, le représentant officiel des massacrés, ont échangé au Caire — apprenons-nous ce lundi 28 septembre — le *baiser de la paix !*

Les bases de l' « accord », tout aussi précaires que par le passé, laissent subsister les mêmes incertitudes, promettent les mêmes éclatements. Qu'importe ! La grande presse occidentale commence à s'interroger sur les mérites d'un plan de paix aux résultats si sanglants. Les complices de l'égorgement des fedayin, pour sauver la face, se dépêchent de le condamner... après coup. Mais l'essentiel est acquis : une fois de plus, la révolte des ventres vides, l'insurrection des désespérés, ont reçu la digne réponse que la société bourgeoise a toujours su leur donner : non plus celle du plomb, dépassée par la technique des armements, mais celle des mitrailleuses lourdes, des obus, des rockets et des bombes.

***

Tout un engrenage de responsabilités politiques a permis le fonctionnement encore une fois impeccable du processus de répression. Les unes sont de nature objectives : celles que nous avons toujours dénoncées comme inhérentes au mode capitaliste de production et inséparables de lui. Il en est par contre qu'on peut définir comme « subjectives » (bien que fondées sur des intérêts réellement matériels) parce qu'elles s'incarnent dans toute une action politique et diplomatique à l'échelle mondiale, dans une idéologie scélérate qui n'épargne aucun continent, dans un ensemble d'illusions criminelles qui désarment pratiquement et moralement ceux qui versent en vain leur sang, à quelque échelle géographique ou sociale que ce soit, en se heurtant, pourvus de cette « arme » dérisoire, au mur d'acier et d'argent des maîtres du monde.

Cette dernière responsabilité, nous la dénoncerons sans y aller par quatre chemins. Elle est plus grande que celle des piètres champions arabes abandonnant leurs « frères » dans l'épreuve, plus grande que celle du bourreau de service, le sinistre Hussein, plus grande enfin que celle de l'insatiable monstre impérialiste américain qui, réduit à ses seules forces, ne pourrait longtemps encore dominer le monde. Cette responsabilité est celle de l'Etat et du mouvement politique qui s'affublent de l'étiquette « socialiste » alors qu'ils sont devenus l'un et l'autre les pierres angulaires du règne mondial du capital et les agents actifs de la *contre-révolution permanente.*

La responsabilité de l'Etat russe dans le massacre des Palestiniens est celle d'un *complice de l'impérialisme,* d'un *mauvais guide politique* des mouvements qu'il prétendait aider, d'un apôtre hypocrite de la conservation sociale internationale couvrant de *respectabilité démocratique* la solution la plus odieuse que le capitalisme mondial donnait à la crise du Proche-Orient.

Complice de l'impérialisme : quand le conflit entre les fedayin et l'Etat jordanien eut atteint le point critique qui dépassait le niveau de rivalité et de concurrence existant entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. en cette partie du globe, c'est Moscou qui intima aux alliés possibles des Palestiniens l'ordre impératif de stopper toute aide et qui, privant plus précisément les fedayin, maîtres du Nord du pays, de l'appui des blindés syriens, renversa le rapport des forces en faveur de Hussein.

Responsable de la faiblesse idéologique et politique du mouvement palestinien comme de tous ses homologues en Asie : cette faiblesse réside dans l'étroitesse de perspectives exclusivement *nationales,* vidées de tout contenu historique aujourd'hui et privées de toute chance de succès effectif en l'état présent du rapport mondial des forces. Qui a jeté les masses asiatiques dans l'impasse des pseudo « voies nationales » du socialisme ? Le mouvement patronné par Moscou. Qui, sur les traces du lointain sabordage des insurrections de Canton et Shanghaï, a renié tous les principes internationalistes de la tactique du prolétariat dans les révolutions démocratiques en pays sous-développés ? Moscou toujours. Qui a neutralisé le prolétariat occidental dans la collaboration de classe, le rendant incapable de l'appui décisif qu'il aurait dû apporter aux insurrections du Tiers-Monde ? Qui a ainsi enfermé ces insurrections dans le dédale des développements économiques impossibles, des misères sans réformes, des exploitations doublement accrues parce qu'elles conjuguent l'oppression extérieure de l'impérialisme à l'entretien parasitaire de dynasties ou de cliques politiciennes locales corrompues ? Encore et toujours Moscou !

Et maintenant, parce qu'un de ces mouvements, désastreusement influencé par l'idéologie staliniste mondiale, applique cette maudite « voie nationale » au socialisme avec toutes ses conséquences — c'est-à-dire *en prenant les armes* — on assiste, par l'intermédiaire des

(*Suite page* 4).

COMBAT DE FANTOMES au Moyen-Orient

ou l'histoire racontée par « l'Humanité »

Il est fort difficile au lecteur de l' « Humanité » de découvrir quelle est l'analyse des récents événements du Moyen-Orient que propose le P.C.F. On chercherait en vain un commencement de démonstration ou même la simple cohérence des commentaires, le plus souvent proprement ahurissants. C'est qu'en fait, pour les staliniens, il ne s'agit pas d'expliquer l'histoire, mais de jouer leur rôle d'opportunistes et en politique internationale, une seule constante les guide : **justifier** *à tout prix les menées de l'Etat russe présenté comme le champion du socialisme.*

Obligé, malgré ses prétentions « marxistes », de renoncer à toute analyse matérialiste — qui risquerait d'aboutir à la vérité — l'historien ou le journaliste stalinien se meut dans un monde imaginaire encore plus fantastique que celui de la bourgeoisie.

C'est pourquoi — quelle que soit l'échelle de l'événement — on en arrive toujours au dernier mot de la science stalinienne : la provocation. Si vous voyez des gens par ailleurs honnêtes et bien intentionnés se livrer à des actes de violence, ne cherchez pas : il y a eu provocation ! Provocation de la part de qui ? De la part des méchants qui, hélas ! se dissimulent toujours dans les rangs des bons. Provocation des éléments pro-impérialistes au Liban, puis provocation du roi Hussein, provocation de son entourage pro-américain, éléments provocateurs même parmi les Palestiniens, voilà ce qui, selon l'envoyé spécial de l' « Humanité » (du 21/9) nous éclaire sur les causes des premiers combats entre l'A.L.P. et les gouvernements libanais et jordaniens. On ne peut s'em-

(Suite page 2)

Lettre d'Italie

Le nouveau gouvernement et la situation de la classe ouvrière

Formé en août au terme de la crise ouverte en juillet, le nouveau gouvernement italien présidé par l'ancien ministre des Finances, Colombo, a présenté à la fin du mois dernier un programme visant à redresser la situation économique. Se présentant comme un gouvernement d'ordre et de stabilité, désirant avant tout relancer l'économie, mais promettant aussi des réformes dans les domaines de la sécurité sociale, de la construction et de l'urbanisme, des transports, le gouvernement s'efforce d'obtenir la collaboration ou au moins la neutralité bienveillante de toutes les forces politiques pour mettre un terme définitif aux nombreuses agitations ouvrières qui, sur la lancée de l' « automne chaud », se sont poursuivies jusqu'en juillet, dans certains des plus grands complexes industriels en particulier.

Il s'agit avant tout de reprendre le contrôle d'une classe ouvrière qui, dans ces luttes, est allée souvent bien au-delà des revendications officielles des syndicats et a plusieurs fois débordé la hiérarchie syndicale. La bourgeoisie italienne doit affermir sa domination en prouvant au prolétariat que seule la docilité permet d'obtenir quelques miettes et que la lutte révolutionnaire n'est pas « payante ».

Dans la seconde quinzaine de juin, les trois centrales syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L., qui correspondent respectivement à la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. en France) décident une grève générale pour le 7 juillet afin d'obtenir du gouvernement Rumor l'application d'une politique de réformes. Le président du conseil de l'époque répond aux confédérations syndicales par une lettre au ton sévère qui les invite à renoncer à la grève que les circonstances rendent inopportune. Les syndicats maintiennent néanmoins l'ordre de grève, tandis que les conflits syndicaux se radicalisent dans les usines Fiat de Turin. On y passe en effet des grèves tournantes partiellement contrôlées par les appareils syndicaux aux grèves spontanées généralisées qui, fin juin, paralysent pratiquement l'usine principale de la Fiat, celle de Mirafiori. La direction de la Fiat riposte par le lock-out de certains ateliers et la mise à pied de dizaines de milliers d'ouvriers. Quelques heures plus tard, à la veille de la grève générale, le gouvernement Rumor démissionne.

Tandis que la direction de la Fiat maintient les mesures prises contre les ouvriers, les trois centrales syndicales réunies à Rome, décident, après de fébriles discussions, d'*annuler l'ordre de grève générale.* Elles se justifient en déclarant, d'une part que la démission du gouvernement les prive de « partenaire » pour les négociations, et de l'autre qu'il faut déjouer les provocations de la droite. Le 7 juillet, l' « Unità », organe du P.C.I., invitera les ouvriers à « rester vigilants à leur poste de travail » : la vigilance des « jaunes », dernière invention de l'opportunisme !

La réaction ouvrière est notable : dans certaines entreprises et dans certaines villes même, des groupes d'ouvriers déclenchent malgré tout une grève de quelques heures. La C.G.I.L. déclare alors qu'elle était favorable, quant à elle, à la grève, mais qu'elle avait dû y renoncer pour ne pas rompre l'unité syndicale. Le prolétariat italien a pu ainsi avoir un avant-goût de la future unité syndicale : suppression ou sabotage de toute lutte ouvrière !

En réalité, la démission du gouvernement a mis partis et syndicats au pied du mur. Il n'a fallu que quelques heures aux syndicats pour s'incliner et annuler la grève ; quarante-huit heures plus tard, c'est le tour du P.C.I. La direction du Parti se réunit et approuve une résolution publiée le 8 juillet ; citons-en les points saillants : « La direction du Parti communiste italien note que la situation économique du pays connaît de sérieuses difficultés et de graves problèmes... On ne peut se dissimuler les difficultés rencontrées par une série d'entreprises, et en particulier celles qui, comme les petites et les moyennes, dépendent le plus du marché financier et du crédit. Si l'on ne fait pas à temps de nouveaux choix de politique économique, on peut en arriver à des phénomènes de crise larvée, avec de graves conséquences pour la condition ouvrière, *pour l'activité d'autres couches productives* (souligné par nous, N.d.R.) et pour le développement du pays tout entier... La classe ouvrière est consciente du fait que ses conquêtes se défendent et se consolident sur la voie de l'expansion productive et c'est cette voie qu'elle indique de façon responsable à tout le Pays... La violation des conventions collectives de la part du patronat, les tentatives d'in-

(*Suite page* 4).

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 6 novembre, à 20 h. 45, à la Rédaction du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5me, Métro Gobelins.

La révolution chinoise entre 1921 et 1927

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

Qui a massacré la résistance palestinienne ?

Hussein de Jordanie semble avoir réussi à se débarrasser, avec la bénédiction plus ou moins officielle des autres régimes arabes, des mouvements de libération palestiniens. Du moins est-il parvenu à stopper leur lutte armée et il y a tout lieu de penser qu'il poursuivra sur son avantage en brisant son « fer de lance », c'est-à-dire sa tendance extrémiste. Afin d'y voir clair dans le « drame palestinien », il importe, avant de formuler une prévision quelconque, de répondre clairement à ces questions précises : comment les « frères » arabes engagés dans un « combat commun » en sont-ils venus à s'entre-tuer ? Comment le développement des mouvements palestiniens est-il devenu incompatible avec l'existence même du royaume hachémite ?

Le Proche-Orient, partagé entre Anglais et Français à la suite de la première guerre mondiale, vit fondre sur lui, après le second carnage impérialiste qui consacrait le déclin de ses anciens maîtres, les nouveaux grands rapaces capitalistes : les U.S.A. et l'U.R.S.S. attirés par l'odeur du pétrole et la position stratégique privilégiée de la région. Leur rôle y fut plus qu'ailleurs d'empêcher le développement de mouvements de libération nationale, en n'autorisant des renversements de régimes rétrogrades que par en-haut, c'est-à-dire sans modifier substantiellement les structures socio-économiques. Là même où, comme en Egypte, la nouvelle classe dirigeante exprime les sentiments nationalistes les plus exaltés, ces mêmes structures demeurent arriérées et évoluent très lentement.

A ce processus conservateur vient s'opposer dans une certaine mesure la création d'Israël, fruit de la mauvaise conscience mondiale (et démocratique) dont l'installation par les armes en Palestine se fait au détriment des populations autochtones, condamnées à l'exil (1948). Ces population déracinées se réfugient dans les pays voisins, qui n'ont pas les moyens de les accueillir et les regroupent dans des camps, irrégulièrement et faiblement alimentés par la charité internationale dont l'O. N. U. se fait l'intermédiaire. Ces masses inoccupées, vivant d'expédients, et dont la misère et le nombre s'accroissent avec les guerres successives de 1956 et de 1967, constituent pour les pays hôtes un danger de subversion et de révolte permanent. Leur nombre s'élève approximativement à 1.500.000, dont un million en Jordanie.

Les organisations palestiniennes sont nées tout autant de la nécessité d'encadrer ces masses que du développement en leur sein d'un courant nationaliste nourri essentiellement du besoin d'échapper au désespoir auquel accule la vie végétative des camps. Elles ont été encouragées de l'extérieur par les pays « frères » qui y voyaient en même temps une masse de manœuvre pouvant servir leur politique tant intérieure qu'extérieure.

Aucun de ces pays arabes n'est révolutionnaire et tous sont dévorés de rivalités qui s'opposent à ce panarabisme dont chacun se réclame et qu'aucun n'est capable de réaliser, comme l'ont démontré les piètres résultats de la « République arabe unie ». C'est donc dans les mauvaises conditions que l'impérialisme leur impose, qu'ils s'efforcent de développer un capitalisme national dont la condition première est l'union de toutes les classes de la société : si elle ne les conduit pas très loin dans cette tâche, elle leur permet tout au moins d'éviter les explosions sociales. Toute leur hargne anti-impérialiste (« Israël suppôt de l'impérialisme au Proche-Orient ») et donc leur soutien affecté aux mouvements de libération, n'a pas d'autre objectif que de maintenir le front national interne, c'est-à-dire d'offrir un dérivatif au mécontentement populaire, d'autant plus grand que malgré leur politique bipolaire qui tente de profiter des rivalités inter-impérialistes, ces pays connaissent un développement extrêmement lent. Evidemment ces cris anti-impérialistes ne les empêchent pas de quémander les armes dont ils ont besoin pour résister à la pression israélienne, ce qui suffit à mesurer le degré d'autonomie de chacun (Irak, Syrie, Egypte, sous l'aile russe ; Arabie Séoudite, Jordanie, Emirats du golge persique, enfants chéris des U.S.A.). Cet équilibre que cherche à maintenir de plus en plus difficilement l'impérialisme, en attendant l'époque des grandes confrontations, se trouve menacé par l'attitude des organisations palestiniennes, convaincues depuis juin 1967 que les Etats arabes répugnent de plus en plus à transformer en actes les paroles incendiaires et vengeresses qu'ils lancent en direction de l'Etat sioniste et que le salut, pour les Palestiniens, ne peut venir que d'une véritable lutte armée, d'une guérilla permanente sur les frontières et à l'intérieur d'Israël.

C'est dans ce sens, durant ces dernières années, que la Résistance palestinienne unifiée orienta inlassablement toutes ses activités, ne cessant pratiquement pas un instant de déclancher, à partir des territoires jordaniens, libanais, syriens, des opérations de harcèlement contre Israël. Mais il était bien visible que ces activités devenaient insupportables pour tous les pays arabes qui avaient accepté le Plan Rogers, destiné à préparer, entre ces Etats et Israël, non la guerre, mais la paix. Le « cessez-le-feu », première étape de ce plan, non seulement réduisait à néant toutes les perspectives des Palestiniens, mais encore les transformaient en hôtes d'autant plus indésirables, pour les régimes qui les hébergeaient, qu'ils n'entendaient nullement suspendre, pour leur part, les hostilités.

Depuis longtemps, l'incompatibilité entre leurs intérêts et ceux de l'Etat jordanien, plus particulièrement, perçait sous les précaires accords, dix fois rompus, dix fois renoués, qu'imposaient encore, aux deux parties, les conditions matérielles et morales de la situation : la présence sur le sol jordanien d'un très grand nombre de Palestiniens armés, la façade politique de protection à leur égard que Hussein était contraint d'arborer. Le détournement des trois avions de commerce par les fedayin et l'affaire des otages fit éclater au grand jour cette incompatibilité. Véritable défi à l'autorité de l'Etat hachémite, grave insulte à l'égard de ses protecteurs américains, le geste témoignait de la volonté des Palestiniens de jouer le tout pour le tout pour faire avorter le plan de paix. Mais il n'était que l'aboutissement spectaculaire d'une contradiction désormais poussée à son point de paroxysme.

La précipitation, à ce moment-là, d'événements confus et contradictoires, tels que la « suspension » pour « indiscipline » des extrémistes du F.D.P.L.P. et leur réintégration dans la Résistance palestinienne lors de la constitution d'un gouvernement militaire jordanien ouvrant le feu sur les fedayin, témoigne sans doute des incertitudes tactiques et des dissensions internes du mouvement, mais ne changent rien au caractère désormais inévitable de l'affrontement.

Hussein était littéralement contraint à l'intervention violente contre les fedayin, tant comme représentant des intérêts directs de la clique dirigeante en Jordanie que comme instrument et mandataire local de ses créanciers américains. C'est en fin de compte toute la chaîne des intérêts passant par Washington, Moscou, Le Caire, englobant protecteurs et protégés, transformant concurrents en complices, qui exigeait du roitelet jordanien qu'il fût le « bras séculier » de l'impérialisme mondial.

Dans cette chaîne, chaque Eat arabe prend sa place et tient son rôle en fonction de la conjonction de ses intérêts propres et des intérêts supérieurs auxquels il obéit. L'Egypte de Nasser, longtemps champion incontesté de la croisade antisionniste, perdit ce prestige lors de la guerre des Six jours. La défaite du Sinaï mit cruellement en lumière le rapport de force militaire et économique réel entre les pays arabes et l'Etat capitaliste d'Israël, bastion avancé de l'impérialisme américain. Face à cet *exécuteur de hautes œuvres* réservé pour de plus grandes circonstances, Nasser, qui n'est plus qu'un pion de l'impérialisme russe au Proche-Orient, doit obéir strictement à des directives qui, en vertu de la coexistence pacifique actuellement de règle entre les deux grands, dissimule sous la carte de la paix, celle de l'abandon à son sort de la Résistance palestinienne écrasée.

Le rôle de la Jordanie, cet autre pion — mais de l'impérialisme opposé — est obligatoirement plus difficile et plus direct. Du harcèlement palestinien à l'égard d'Israël, auquel les autres pays arabes ont gagné des avantages de prestige certains, il est celui qui tire le moins de profit tout en courant le plus de risques. Objet de toutes les pressions, amies et ennemies, il est placé au verrou de la situation et sauterait le premier au moindre succès effectif de la Résistance palestinienne. De l'acuité de ce risque, la féroce soldatesque bédouine, acharnée au massacre derrière ses blindés et ses canons, a eu certainement une intuition très précise, en percevant également, sous l'enveloppe d'un conflit politique pour la direction de l'Etat, un souffle d'*insurrection sociale* dont le pseudo « soviet » d'Irbid était la manifestation maladroite mais indiscutable. A la jonction forcée de ces deux aspects contradictoires, social et national de la lutte, il est logique que l'Etat de Hussein, comme celui de toute classe dominante, ne se soit pas trompé.

Quant au rôle de l'Irak et de la Syrie, les deux régimes arabes qui se sont livrés à la démagogie la plus outrancière à l'égard des revendications palestiniennes - engageant notamment les fedayin à être intransigeants jusqu'au bout - il apparaît de façon éclatante à la lueur des évènements. Intéressés à l'affirmation, dans cette plaque tournante du Proche-Orient, d'une force politique et militaire capable de combattre l'orientation pro-américaine représentée par le régime de Hussein, ces deux Etats ne pouvaient l'encourager au-delà des limites permises par le pays qui leur fournir armes et munitions, mais en interdit l'usage s'il menace l'équilibre impérialiste actuel. L'Irak s'est donc abrité derrière la menace d'intervention américaine pour dissimuler son *abstention*, en dépit du secours promis, à l'égard de la lutte armée des Palestiniens, et il a suffi d'un rappel à l'ordre des Russes pour motiver la *défection* de la Syrie, privant les fedayin, en pleine bataille, de l'appui décisif de ses chars.

L'aide politique et militaire sur laquelle comptait la Résistance palestinienne s'est ainsi bornée à de pures spéculations propagandistes de la radio des « pays-frères », à l'hospitalité offerte en vue d'escarmouches mineures, mais elle s'est transformée en *désertion* pure et simple lorsque l'affrontement prit des dimensions que ne pouvaient tolérer les *volontés politiques véritables* se manifestant dans l'ensemble des Etats mineurs du Tiers-Monde et qui sont celles des grandes puissances impérialistes. Qui se refuse à obéir à ces volontés devient l'ennemi de l'ensemble de ces Etats ; qui compte sur l'appui de n'importe lequel d'entre eux est condamné d'avance : c'est toute l'histoire de la défaite des Palestiniens.

A la résistance palestinienne, qui a dépensé sans compter la seule chose dont elle disposait abondamment, le courage, on ne pourrait faire grief d'être, quoi qu'en prétendent ses extrémistes du **F.D.P.L.P.**, un mouvement exclusivement national. Cette caractéristique ne l'a pas moins privé de la seule stratégie offrant quelque chance de bloquer le mécanisme d'étranglement au fonctionnement duquel ont si bien collaboré ses « amis » comme ses ennemis déclarés. Une tactique de classe eût consisté à aider et encourager le développement, dans tous les pays arabes, de forces luttant sur le plan social contre leur propre Etat. La résistance palestinienne n'a pas créé ces forces, elle s'est bornée à lever des commandos. Elle n'a pas compté sur des actions autonomes des masses exploitées de Syrie, d'Irak, mais sur des « pressions » qu'elles devaient exercer, en faveur de la Palestine, sur leur gouvernement. Elle n'a pas préparé une révolution, mais un coup d'Etat. Ce coup d'Etat était lui-même impossible : il supposait, de la part de régimes obéissant au doigt et à l'œil à leurs maîtres impérialistes, et par ailleurs libérés par la mystique nationale anti-juive de toute menace subversive interne, une aide qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient lui apporter.

On ne comble pas en quelques années la déficience d'un facteur politique et social qui suppose au préalable un développement économique à peine entamé. On ne peut attendre des masses affamées du monde arabe une conscience politique que le prolétariat d'Occident a lui-même pour l'instant perdue. Mais la façon ignoble dont les laquais de l'impérialisme ont liquidé avec l'assentiment des renégats du communisme, l'insurrection palestinienne, aura imprimé dans le sang des masses du Proche-Orient, avant même de pénétrer leur conscience, la haine des classes sociales et des régimes politiques qui, déjà, ne peuvent dissimuler sous les mots d'ordre trompeurs qu'ils viennent de trahir, l'exploitation et l'oppression dont ils sont les agents directs.

Combat de fantômes

(Suite de la 1re page)

pêcher de penser au schéma si fécond qui a fourni des scénarios à tant de western : en provoquant la révolte des mauvais Indiens qui entraînent avec eux les bons Indiens, les méchants blancs, militaires ou trafiquants, essaient de ruiner les efforts des blancs sincères et pacificateurs.

Seule, en effet, la provocation peut expliquer comment la situation s'envenime à ce point, alors que les choses sont si simples ! Il suffirait d'une « solution politique basée sur les » résolutions de l'O.N.U., l'évacuation des territoires arabes, » la reconnaissance des droits nationaux du peuple palesti- » nien et du droit à l'existence d'Israël... (déclaration du » P.C.F. dans l' « Humanité » du 29/9). » Mais puisqu'on vous le dit...

Il est inutile de refaire ici la démonstration de l'inanité d'une telle « solution » qui ne repose sur rien de réel. Son rôle est seulement de faire croire, en masquant le caractère inextricable de la situation véritable, que le conflit au lieu d'être celui des intérêts bien matériels des impérialismes — russe aussi bien qu'américain et chinois — par Etats arabes interposés, est encore une fois la lutte du bien et du mal, en l'occurrence des états arabes « progressistes » contre les noirs desseins de la réaction : « les forces impérialistes, en misant » sur l'agression israélienne dans l'espoir d'infliger une dé- » faite aux régimes progressistes arabes, utilisent n'importe » quels matériaux incendiaires pour chauffer à blanc la si- » tuation dans cette région du monde. » (Commentaire de « La Pravda » du 20/9 cité par l' « Humanité » du 21/9).

La lutte entre le bien et le mal prend généralement en politique internationale la forme de la lutte entre les « forces de la paix » et celles qui veulent la guerre.

La paix, la paix pour elle-même, voilà le but suprême des staliniens comme de tous les progressistes, but auquel tout doit être sacrifié (surtout si c'est les autres qui sont sacrifiés). Ce qu'il faut donc empêcher à tout prix, c'est une intervention étrangère qui risquerait d'étendre la guerre. C'est pourquoi le récit des préparatifs militaires des U.S.A. tiennent dans l' « Humanité » deux fois plus de place que dans « Le Monde ». Face aux U.S.A. fauteurs de guerre, l'U.R.S.S. assume le rôle généreux de défenseur de la paix.

La magnifique « solution » citée plus haut, qui peut faire fi de la réalité avec une simplicité si élégante, puisque le combat se déroule dans les sphères éthérées des valeurs morales, a pour correspondant des combats et des forces politiques tout aussi imaginaires.

Les staliniens et les progressistes, répugnant comme toutes les forces du bien à la violence quand elle n'est pas nécessaire — et bien évidemment dans le cas présent elle n'est pas nécessaire, puisqu'il existe une solution diplomatique si simple — utilisent à profusion leur arme politique préférée : l'appel. Pas plus que les chefs d'Etat arabes, les P.C. de France, de Russie, de Jordanie, de Syrie, du Liban « ne peuvent rester les bras croisés dans leurs bureaux tandis que des massacres se poursuivent entre Arabes » ; ils jettent toutes leurs forces dans la bataille : ils lancent des appels. (On peut remarquer que l'appel est l'équivalent en politique internationale de la pétition réservée aux affaires locales.)

Ces appels s'adressent d'une part aux bons sentiments des parties en lutte, d'autre part aux « forces de liberté et de progrès », autrement appelées « opinion progressiste mondiale » (appel des P.C. de Jordanie, Syrie et Liban du 18/9 publié dans l' « Humanité » du 24/9).

« L'opinion », le grand mot est lâché ! les staliniens ignorent les classes, tout au plus concèdent-ils quelque existence aux « peuples ». Mais l'opinion — surtout mondiale — voilà la grande force de l'histoire !

Et comme il s'agit toujours ici d'idées, d'opinions, de droits ou de morale, dans ce monde d'ectoplasmes qui dédaigne les basses contingences de la vie réelle, le porte-parole du gouvernement égyptien, qui voit ses démarches pressantes, ses dénonciations solennelles et ses condamnations impitoyables couronnées de succès, peut s'écrier enfin, quand le combat des hommes a cessé : « En dépit de la mort, de l'effusion de sang, de toutes sortes de misères et de tragédies dont la Jordanie est actuellement le théâtre, le peuple palestinien triomphe en ce sens qu'il a affirmé son droit à exister, son droit à l'autodétermination dans sa patrie. »

A titre posthume bien entendu.

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86 et 87 du "Prolétaire".)

L'action du gouvernement nationaliste de Canton est hautement significative. Après avoir pris le pouvoir porté par le mouvement ouvrier, et libéré le Kwangtung (province de Canton) des militaristes grâce à l'appui décisif des paysans, le Kuomintang renvoie aux calandes grecques toute mesure de réforme agraire, sous le prétexte qu' « il faut d'abord unifier tout le pays et chasser les impérialistes étrangers ». En même temps, il met une sourdine aux revendications immédiates des ouvriers et s'emploie par tous les moyens à faire cesser la grève qui bloque les marchandises anglaises, tout en préparant une grande campagne contre les militaristes du Nord, à laquelle le Parti communiste adhère avec enthousiasme.

Le 20 mars 1926, tandis qu'on prépare activement l'expédition, Tchiang Kai-chek, commandant en chef de l'armée nationaliste, qui commande les cadets de l'académie militaire de Whampoa, porte le premier coup aux forces ouvrières à Canton ; sous un faux prétexte, les sièges des syndicats sont envahis et dévastés, les chefs arrêtés. Plusieurs membres du Parti communiste et les conseillers russes résidant à Canton subissent le même sort. Les ouvriers sont désarmés et leurs organisations détruites. En quelques heures Tchiang a toute la ville en main sans que le Parti communiste et les ouvriers aient pu lever le petit doigt. Mais il ne s'agit là que de la répétition générale de ce qui arrivera plus tard : en attendant, cela permet de renforcer la « droite » du Kuomintang et d'intimider les communistes et la soi-disant « gauche ». En effet, même si Tchiang fait amende honorable pour ce « malentendu » et promet de punir les responsables, il a le pouvoir de fait à Canton et les ouvriers sont désarmés et désorganisés. C'est dans cette position de force que Tchiang convoque pour le 15 mai le Comité exécutif central du Kuomintang, en faisant courir dans l'intervalle, pour attirer à lui la peureuse bourgeoisie chinoise, le bruit d'un « complot communiste ». A la réunion du 15 mai, Tchiang propose une « réforme » du Kuomintang dans laquelle on demande au P.C. chinois : 1) de « ne pas critiquer ni entretenir aucun doute au sujet du Dr Sun Yat-sen ou de ses principes » ; 2) « *de déposer la liste de ses militants inscrits au Kuomintang* » ; les communistes sont en outre déclarés inéligibles aux postes de direction du gouvernement et de l'armée et leurs effectifs sont limités, à tous les échelons des comités du Kuomintang, au tiers de l'effectif total ; enfin, les membres du Kuomintang ne peuvent adhérer à aucune autre organisation (reproduit dans Isaacs, p. 131).

Mais la politique de complète soumission du P.C. chinois au parti bourgeois était si éhontée que des critiques s'élevèrent contre elle au sein du Parti, et en juin 1926 le Comité central lui-même fut contraint de proposer à l'Internationale le retour du P.C.C. à l'autonomie, et l'abandon de la politique de soumission complète au Kuomintang, au profit d'un *bloc à deux*. On ne refusait donc pas l'alliance avec la bourgeoisie et avec son parti, mais on voulait participer à cette alliance en tant qu'organisation indépendante. L'Internationale repoussa cette proposition, de même que celle d'organiser des fractions de gauche au sein du Kuomintang. La conception que le stalinisme, maître désormais de l'Etat russe et de l'Internationale, se faisait du rôle des communistes chinois dans la révolution, apparaît clairement dans la pittoresque phrase de Borodine, qui était le conseiller de Moscou auprès de Tchiang : « La présente pério» de est une période dans la» quelle les communistes doi» vent faire le travail des coo» lies pour le Kuomintang » (Tous ces faits seront révélés quelques années plus tard par Chen Tou-siou, secrétaire général du P.C. chinois jusqu'en août 1927, dans sa "Lettre à tous les membres du P.C. chinois" - document reproduit dans "La question chinoise dans l'I.C.", p. 293 s.).

Pendant ce temps, à Canton, c'est-à-dire dans la ville qui selon Staline était le « centre de la révolution chinoise », se passaient des événements qui montraient clairement quelle était la nature du « front révolutionnaire ». En Juillet 1926, quelques jours après le début de l'expédition contre le Nord, de soi-disant représentants d'une "Union syndicale provinciale" commencèrent à attaquer avec la bénédiction des autorités les sièges des syndicats ouvriers, à en détruire les organisations et dans certains cas à en massacrer les chefs. C'est une technique bien connue, qui a été également utilisée par le fascisme italien dans sa tâche de répression du mouvement prolétarien (voir "Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste" - Programme communiste n° 45 à 49) ; et Tchiang l'utilisera constamment par la suite. Les ouvriers ne pouvaient faire autre chose que se défendre, et pendant plusieurs jours il y eut de violents combats dans les rues de Canton. Les autorités nationalistes intervinrent enfin, mais seulement pour désarmer les ouvriers, imposer l'arbitrage obligatoire, et interdire toute grève pendant la durée de la campagne contre le Nord. Les avantages que les ouvriers de Canton avaient réussi à arracher au cours de longues et dures luttes furent tous réduits à néant, et le système des contrats, véritable plaie du prolétariat chinois, fut même restauré.

Dans les campagnes du Kwangtung, le Kuomintang se livra à la répression ouverte du mouvement paysan. Les "unions paysannes" qui s'étaient développées à un rythme étonnant furent dissoutes, leurs membres et leurs chefs arrêtés, les terres que les paysans avaient confisquées furent rendues à leurs propriétaires, tandis qu'on n'adoptait même pas la réduction de 25 % sur les loyers, qui était pourtant une des revendications du Kuomintang. La même politique de répression fut pratiquée, aussi bien contre les ouvriers que contre les paysans, dans toutes les régions où arrivait l'armée nationaliste. Dans les campagnes, on détruisait les organisations paysannes et on dévastait leurs sièges, on empêchait les paysans de s'armer contre les propriétaires fonciers, et en même temps on leur refusait tout appui de l'armée nationaliste. Dans les villes on utilisait les mêmes méthodes contre les ouvriers en détruisant les organisations syndicales rouges et en les remplaçant par de prétendus syndicats « modérés » d'obédience bourgeoise, tandis que la grève était déclarée illégale et qu'on interdisait aux ouvriers de posséder des armes. Le gouvernement « révolutionnaire » de Canton intervint aussi dans la grève de boycott des marchandises étrangères, et le 10 octobre 1926 en vint à un accord par lequel cette gigantesque grève de 15 mois se terminait spontanément *sans qu'aucune des revendications des ouvriers ait été satisfaite*. Le sabotage ouvert de cette magnifique lutte ouvrière devait naturellement servir à réconcilier la bourgeoisie chinoise avec le capital impérialiste mondial.

En décembre 1926, enfin, le général nationaliste Li Chi-Shen instaura à Canton une véritable dictature militaire, en soumettant les ouvriers à la loi martiale. Tandis que ces événements se déroulaient dans la grande ville du Sud, la campagne contre le Nord se poursuivait, et les victoires de l'armée nationaliste se succédaient, grâce précisément à l'appui du puissant mouvement ouvrier et paysan que les communistes s'employaient à soumettre aux intérêts du Kuomintang. Dans la vague de l'avance de l'armée de Tchiang, les paysans se révoltaient et s'organisaient, les ouvriers faisaient de même. Selon certaines données fragmentaires, il y eut 525 grèves en 1926 contre 318 en 1925 et les organisations syndicales connurent une croissance sans précédent. Dans les campagnes comme dans les villes, ce fut le soulèvement des masses qui chassa les militaristes et qui facilita ou même devança les victoires de l'armée, mais en aucun cas le Parti Communiste ne tenta de prendre en main ce soulèvement spontané pour le soustraire à l'influence de la bourgeoisie ; il s'efforça même de le freiner en déplorant les « excès » des paysans et les revendications « exagérées » des ouvriers, qui pouvaient « effrayer la bourgeoisie et menacer l'unité du front national ». (Voir le rapport du C.C. du P.C.C. en date du 13 décembre 1926, reproduit dans l'accablante « Lettre de Shangaï » envoyée à Moscou par trois jeunes délégués de l'I.C., "La question chinoise dans l'Internationale Communiste", p. 52). C'est ainsi qu'en décembre 1926 il sabota la grève de Wuhan, à laquelle avaient pris part plus de 300.000 ouvriers. Il s'inclina même devant la répression ouverte en invitant les masses à « limiter leur mouvement » au nom de l'unité avec la bourgeoisie. Cette tactique était dictée aux communistes chinois par l'Internationale, soumise désormais aux intérêts de l'Etat russe. C'étaient ces intérêts nationaux qui rendaient nécessaire le sacrifice du prolétariat chinois sur l'autel de l'unité nationale (unité qui devait permettre d'augmenter l'influence de la Russie en Chine et de porter un coup à la puisance anglaise en Asie), de même que dans la même année 1926, la grande grève des mineurs anglais était sacrifiée pour obtenir des accords commerciaux favorables à l'Etat russe.

L'Internationale avait une conception complètement inversée du processus révolutionnaire en Chine. Plus les faits démontraient l'absurdité de sa politique, plus la bourgeoisie chinoise se révélait ouvertement contre-révolutionnaire, plus elle réprimait ouvertement le mouvement ouvrier et paysan, et plus Staline et l'Internationale entonnaient d'hymnes à « l'unité des forces révolutionnaires en Chine », et imposaient au parti de préserver cette unité à tout prix. Mieux encore, le Kuomintang, qui en 1923 et 1924 était encore reconnu comme un parti bourgeois que les communistes devaient seulement appuyer, devint en 1925 et 1926 « un parti ouvrier et paysan », « le parti des ouvriers et des paysans chinois », « le parti capable de réaliser la libération des paysans et d'abattre la domination impérialiste », « le centre de la révolution » ; et le gouvernement du Kuomintang fut défini comme le « pouvoir unitaire des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie », (prélude au « bloc des quatre classes » de Mao) et même comme « un gouvernement semblable au pouvoir soviétique ».

Citons quelques documents : le 26 décembre 1925 (c'est-à-dire quelques mois après la répression contre les ouvriers cantonais et la destruction de leurs organisations, et au moment même où la répression faisait rage dans le Kwangtung), Staline déclare au 14me congrès du Parti bolchévique : « A notre parti est incombée » la grandiose tâche historique » de diriger la première révo» lution prolétarienne victo» rieuse du monde... Nous som» mes convaincus que le *Kuo» mintang* (c'est-à-dire le parti » de la bourgeoisie, n. de l'a.) » *réussira à jouer le même rôle » en Orient et par là à détrui» re les fondements de la do» mination impérialiste en » Asie*... si le Kuomintang ren» force l'alliance de la classe » ouvrière et de la paysannerie » dans la lutte actuelle et s'il » admet qu'il doit s'aligner sur » les intérêts de ces deux for» ces fondamentales de la ré» volution ». Autrement dit, Staline ne réussissait pas à trouver de meilleur défenseur des intérêts prolétariens et paysans en Chine que la grande bourgeoisie chinoise ! Toujours en 1925, Staline déclare que dans les colonies et semi-colonies, le bloc national révolutionnaire, « peut revêtir la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang » (Discours aux étudiants de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, 18 mai 1925). Le VIme Exécutif de l'Internationale réuni en février - mars 1926 affirme : « Le Kuomintang re» présente un bloc révolution» naire des ouvriers, des pay» sans, des intellectuels et de » la démocratie urbaine sur la » base des *intérêts de classe » communs* à ces différentes » couches dans le combat con» tre les impérialistes étran» gers ». Et ceci juste au moment où on avait déjà des exemples éclatants de la manière dont la « démocratie urbaine », c'est-à-dire la bourgeoisie, comprenait ses intérêts « communs » avec les ouvriers et les paysans.

A la fin de l'année 1925, l'organe central de l'Internationale avait communiqué à ses sections qu' « un gouvernement Kuomin tout à fait semblable au système soviétique a été constitué le 10 juillet 1925 à Canton » ! En octobre 1926, les dirigeants moscovites adressent au Parti communiste chinois un télégramme où ils suggèrent de *ne pas exaspérer les luttes paysannes afin de ne pas s'aliéner les généraux* qui guident les armées dans leur marche victorieuse vers le Nord. Et les thèses de Staline et Boukharine au VIIme exécutif élargi de l'Internationale en novembre 1926 déclarent ouvertement que « l'abandon progressif de la révolution par la grande bourgeoisie est historiquement inévitable », tout en soutenant : « Cela ne signifie pas que la » bourgeoisie en tant que classe » est totalement éliminée de la » lutte pour l'indépendance na» tionale car, à côté de la petite » et de la moyenne bourgeoisie, » même une certaine couche de » la grande bourgeoisie peut un » certain temps encore mar» cher avec la révolution » et : « le prolétariat doit, bien enten» du, largement utiliser les cou» ches de la bourgeoisie qui, à » l'heure actuelle, collaborent » activement à la lutte révolu» tionnaire contre l'impérialis» me et le militarisme » (voir thèses du VIIme Exécutif élargi de l'I.C., "La question chinoise dans l'Internationale Communiste", p. 36-37).

A la même session, le délégué du Parti communiste chinois déclara, bien qu'en sourdine : « Nous avons pratiquement sa» crifié les intérêts des ou» vriers et des paysans.. Le gou» vernement n'a même pas » promulgué de loi sur les syn» dicats... Le gouvernement n'a » pas accepté les revendications » paysannes que nous lui pré» sentions au nom de diverses » organisations publiques. Dans » les conflits éclatant entre gros » propriétaires et paysans pau» vres, le gouvernement a tou» jours pris le pati des pre» miers ». (reproduit dans l'article de Trotsky : "La révolution chinoise et les thèses de Staline", voir "La question chinoise dans l'Internationale communiste", p. 149). Cette déclaration faisant écho aux thèses de Staline, montrait clairement de quelle manière la bourgeoisie chinoise « collaborait activement à la lutte révolutionnaire » ! Mais ni ce témoignage, ni le fait que depuis février 1926 l'armée nationaliste du Kuomintang avait elle-même déchaîné la répression ouverte contre le mouvement paysan n'empêchèrent Staline d'affirmer, fin novembre 1926, en parlant de la campagne contre le Nord, que « l'avance des trou» pes de Canton est un coup » porté à l'impérialisme et à » ses agents en Chine. Il signi» fie la liberté de réunion, la » liberté de grève, la liberté de » la presse, la liberté d'associa» tions pour tous les éléments » révolutionnaires chinois en » général, pour les ouvriers en » particulier. (...) (Le gouverne» ment de Canton) est l'em» bryon du futur pouvoir révo» lutionnaire de toute la Chi» ne... ce pouvoir est et ne peut » être qu'un pouvoir anti-impé» rialiste... » (Discours à la commission chinoise du Comité exécutif de l'I.C., "La question chinoise dans l'Internationale communiste", p. 21-23).

(à suivre)

A propos de piraterie...

Evoquant les détournements d'avions par les commandos palestiniens, la presse stalinienne prend ses distances vis à vis de la presse bourgeoise : « Il n'est pas question de s'indigner comme le firent ces » journaux ou la télévision... ni de juger au nom d'une morale abs» traite... mais d'essayer d'abord de comprendre pourquoi cette » "piraterie" a pris en ces derniers mois une aussi rapide et specta» culaire extension, de voir ensuite si cette forme de lutte-là sert la » cause au service de laquelle elle est mise.»

("La marseillaise-dimanche", journal local du P.C.F.)

Ainsi, pas de morale, mais une analyse sérieuse. Venant du P.C. F., voilà qui est inhabituel ; mais voyons plutôt de quelle « analyse » il s'agit: "La Marseillaise" fait tout d'abord remarquer que le terme de « pirates » dont on se sert pour désigner les commandos les assimile à des hors la loi, à des marginaux. Elle ajoute : « Les com» mandos de l'air détournant en plein vol un avion de sa route pour » faire de ses passagers leurs prisonniers... sont fils de ce monde » capitaliste contre l'oppression duquel ils ont voulu se dresser. S'em» parant par la force, seule "valeur" reconnue, d'otages, ils rédui» sent eux aussi l'homme à sa valeur échangeable, ils en font l'objet » d'un troc : rends-moi mes camarades, je te rends tes kidnappés. » Qui ne voit dès lors que loin d'être marginaux, ils agissent, à leur » échelle forcément réduite parce que leurs moyens, d'action le sont » sur ce plan-là, par rapport à ceux de leurs adversaires, selon les » règles de la morale régnant chez l'adversaire. Car enfin, si l'on » veut qu'ils soient pirates, il faudra bien trouver un nom pour dé» signer le président des U.S.A.. et les " conseillers spéciaux" de la » C.I.A. » (Au passage, signalons au P.C.F. qu'il aurait pu trouver un exemple encore plus probant : l'enlèvement de Ben Bella par le gouvernement français, alors socialiste : il est des choses qui ne sont pas bonnes à dire à l'approche des municipales !)

Résumons la pensée du P.C.F. : la bourgeoisie reproche aux commandos leur violence, mais cette violence elle l'applique quotidiennement ; les commandos réduisent l'homme à un objet d'échange, mais le capitalisme a généralisé la vente de la force de travail et a fait de l'homme une marchandise Or, conclut "La marseillaise", « ceux qui luttent pour la liberté n'ont pas besoin de copier les méthodes de leurs adversaires » ! Ainsi, puisque la bourgeoisie use de la violence, les opprimés ne peuvent utiliser ce moyen. On ne peut s'empêcher de comparer les staliniens du P.C.F... aux anarchistes dont Marx disait qu'ils sont «niais et ingénus au point d'interdire au prolétariat tout moyen réel de lutte sous prétexte que toutes les armes pour combattre il faut les prendre à la société actuelle. »

A la différence des anarchistes, les staliniens ne sont ni ingénus ni niais, ils sont criminels. Lorsqu'ils se moquent des moyens dérisoires des palestiniens, ils sont doublement ignobles dans la mesure où ce sont précisément eux qui en sont responsables. La seule force capable de lutter contre l'impérialisme avec des chances de vaincre, le prolétariat mondial, c'est eux qui la tiennent enfermée dans le lâche réformisme pacifiste qui laisse le champ libre à la domination mondiale de l'impérialisme.

LETTRE D'ITALIE

(Suite de la 1re page)

» tensification de l'exploitation et de répression, justement repoussées par la » conscience de classe et la » lutte unitaire des travailleurs, constituent, en définitive, un obstacle à la reprise de la production elle-même. »

En rentrant ainsi dans le rang, le P.C.I. dissipe toute équivoque. Il est un farouche partisan de l'ordre, un défenseur convaincu du fonctionnement « normal » des entreprises, de l'expansion productive, de l'économie nationale. S'il est sensible aux intérêts de toutes les couches productives, il considère la classe ouvrière à la manière des bourgeois : indéfiniment promise à son rôle d'auxiliaire du capital, elle ne peut espérer améliorer sa condition qu'en aidant au bon fonctionnemen de l'économie nationale. Aucune menace pour le capital ne peut donc venir du P.C.I., qui pousse au contraire la générosité jusqu'à lui prodiguer ses « conseils responsables ».

Voyons maintenant quelles sont les exigences de la classe dominante. Le rapport trimestriel de la C.E.E. sur l'évolution de la conjoncture économique dans le marché commun écrit pour l'Italie : « Le » dynamisme de la production s'est révélé inférieur à » ce qui était prévu. Ont contribué à freiner l'activité... : » la perte d'heures de travail » provoquée par de nouvelles » grèves et des épidémies, » ainsi que la difficulté d'utiliser plus complètement les » capacité de production au » moyen de la prestation » d'heures supplémentaires... » Il faut rétablir dans les » prochains mois une paix sociale durable. »

Le président de l'I.R.I. (Institut pour la Reconstruction Industrielle, grand trust d'Etat créé durant la période fasciste et qui gère l'important secteur « public » de l'économie italienne), Petrilli, dira dans une conférence de presse du 22 juillet, qu' « il » faut obtenir un engagement productif commun des » partenaires sociaux ». Dans son discours à la Chambre du 10 août, le président Colombo affirme : « Il faut pouvoir compter, dès septembre prochain, sur une forte » reprise de la production, assurée par la continuité du » travail ainsi que par l'afflux de moyens financiers » aux entreprises. »

Toutes ces déclarations se concentrent donc sur une nécessité fondamentale : « Il faut stimuler la reprise productive ». La boucle est bouclée. Opportunistes et capitalistes veulent la même chose et par les mêmes moyens. Il faut une preuve supplémentaire ? La voici : Peu de jours après les mises à pied à la Fiat et l'annulation de la grève générale, les syndicats signent avec la direction un accord qui prévoit une *prolongation* de la semaine de travail, qui passe de 42 à 44 heures, et l'extension du recours aux heures supplémentaires.

Dans l' « unité », les directions syndicales ont donc tourné le dos aux exigences vitales des ouvriers et ont abandonné le prolétariat à la réaction patronale.

***

La constitution d'un nouveau gouvernement ne visait pas seulement à torpiller la grève générale et à interrompre l'agitation à la Fiat : il s'agissait aussi d'encadrer solidement la classe ouvrière pour l'avenir. Voici quelles sont les perspectives politiques du nouveau gouvernement, telles qu'elles apparaissent dans les déclarations de Colombo à la Chambre :

1) *Reconnaissance du « sens des responsabilités » du P.C.I. :* « Je dois reconnaître que le » Parti communiste italien a » pris acte de cette situation » dans les propositions qu'il a » faites le 8 juillet. Ces propositions seraient caractérisées par la nécessité d'une » forte expansion de la production et par la nécessité » du plein emploi permanent » de toutes les forces de travail disponibles... Si une » observation doit être faite, » c'est que le parti communiste, interprête de larges couches de travailleurs, » semble ne s'être aperçu que » le 8 juillet que pour défendre les conquêtes ouvrières » il est nécessaire de promouvoir une politique d'expansion et d'augmentation de » la production... Nous avons » posé et nous posons à nouveau la question : le maintien d'un climat de tension » dans les usines, le prolongement des arrêts de travail » ont-ils contribué à défendre » les conquêtes des travailleurs ? Je ne le crois pas : à » longue échéance, une situation de ce genre peut compromettre la position de nos » productions dans la concurrence sur les marchés extérieurs et donc avoir des répercussions sur l'emploi. »

Au Sénat, Colombo a encore déclaré : « Même le Parti » communiste a reconnu la » nécessité de garantir des » rythmes de production normaux dans les entreprises, » et même de les accélérer. Je » prends acte de la déclaration du sénateur Chiaramonte selon laquelle le Parti communiste avait constaté la nécessité d'assurer la » reprise productive bien » avant ses récentes délibérations. »

2) *Reconnaissance de la nécessité d'un syndicat fort :* « La force croissante du syndicat, son passage des revendications à caractère » contractuel aux revendications d'ordre général, la » poussée vers une unité qui » se réaliserait en une autonomie authentique sont autant d'éléments positifs... » Parmi ces éléments, nous » incluons enfin la possibilité d'élaborer réellement un » projet de planification et » de développement du Pays, » puisque si le syndicat se » donne des objectifs généraux ,il ne peut pas ne pas » entrer dans la logique d'un » projet dont la réalisation » requiert un ensemble cohérent de comportements, le » respect de certaines conditions, des engagements précis. »

3) *Isolement des minorités ouvrières combatives :* « Sur » ce plan, nous en sommes » arrivés à un point critique : » il faut revenir en arrière, » Et revenir en arrière, c'est » avant tout isoler les violents, les provocateurs, les » criminels, les voyous qui » utilisent les manifestations » populaires, les faisant tomber sous le coup d'une injuste condamnation... On » ne peut considérer toute » manifestation comme un » fait subversif, pas plus » qu'on ne peut considérer » toute intervention de l'autorité comme un fait de répression. »

Le tableau est maintenant complet. Le P. C. I. partage complètement la conception capitaliste : le prolétariat est l'éternel subalterne d'un système qu'on a renoncé à changer ; les intérêts du capital et ceux du travail sont solidaires et complémentaires ; par contre, le P.C.I. devient le défenseur attitré de la petite-bourgeoisie, du petit commerce, des couches réactionnaires au sens propre du terme. Fort de ses 8 millions d'électeurs, le « grand » parti a entrepris sa marche vers les portefeuilles ministériels dans le respect le plus jaloux des formes de l'Etat bourgeois : il n'a pas d'autre but et il le dit clairement.

Le président Colombo nous a dit dans son langage ce qu'est le syndicat fort et ce que sera demain le syndicat unique que vantent les bonzes syndicaux : non plus un syndicat, mais un organe d'Etat ayant pour fonction de plier la classe ouvrière à sa politique. Symétriquement, il a désigné aux coups de sa police (et de la police privée que sont souvent les hiérarchies syndicales) la minorité ouvrière qui essaie de s'opposer au front commun de l'opportunisme et du capitalisme et constitue l'embryon encore informe d'une opposition de classe au sein des organisations économiques du prolétariat.

La bourgeoisie tend donc ainsi à reprendre le contrôle de la situation, tout en lançant un programme de réformes indispensables à l'affermissement de sa domination. Les agitations terminées, le gouvernement enfin formé, Colombo a lancé fin août par décret-loi une série de mesures destinées à redresser la conjoncture économique. Elles impliquent en général un nouvel accroissement du coût de la vie, et donc une diminution du salaire *réel ;* quant à la diminution du *salaire relatif* (c'est-à-dire de la part qui revient aux salariés dans les richesses qu'ils ont produites), le retour à la « productivité normale » si chère au P.C.I. s'en chargera ! Toutefois, le gouvernement est fort habile : tout en annonçant les dispositions prises en matières économique, il engage les syndicats à participer à des rencontres destinées à préparer et à « programmer » les réformes.

Jusqu'ici, le jeu a pleinement réussi. L' « Unità » se borne à quelques protestations, ou bien « attaque » la bourgeoisie en ces termes : « Pourquoi continuer à refuser jusqu'à cette rationalisation qui est déjà largement appliquée dans d'autres pays capitalistes d'Occident » ! En somme le P.C.I. attaque les capitalistes italiens parce qu'ils ne sont pas d'assez bons capitalistes. Lui ferait mieux, nous le croyons volontiers ! Par ailleurs, le P.C.I. exalte à ce point le nationalisme, que même un Colombo a pu répliquer ironiquement au vice-secrétaire du P.C.I. : « En ce » début des années 70, il » n'éprouve aucune gêne à réclamer comme une panacée » l'adoption d'une " politique » vraiment nationale " ».

Ces jours-ci, les indices de la production industrielle ont recommencé à monter ; le calme règne dans les entreprises ; les heures supplémentaires recommencent de plus belle à opprimer le prolétariat ; les syndicats, confiants dans la volonté de réforme du gouvernement, lui offrent une trêve. Le « bon sens » paraît donc avoir triomphé des « utopies » extrémistes, des luttes désespérées de la minorité ouvrière combative, des « délinquants » à isoler. Oui, mais pour combien de temps ?

***

« Nous invitons la classe » ouvrière à consacrer toutes » ses forces au travail qui » peut seul nous sauver. Est-il possible de réaliser le socialisme selon notre conception ? Le socialisme n'est » possible que si la production » se maintient à un niveau » suffisamment haut d'efficacité. »

Ces paroles n'ont pas été prononcées, comme on pourrait le croire, par un bonze du P.C.I. C'est Ebert, « socialiste » et président du gouvernement de la république allemande, qui les adressa le 6 février 1919 à l'Assemblée Nationale constituante qui se réunissait pour la première fois. Quelques semaines plus tôt, ce même Ebert avait plongé ses mains dans le sang du massacre des masses ouvrières allemandes, en tête desquelles marchaient Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Le « bon sens », le sens commun de l'opportunisme est toujours le même, avec toujours les mêmes effets. Les Ebert, les Scheidemann, les Noske d'aujourd'hui, ce sont les bureaucrates du P.C.I. et des syndicats qui, suivant les directives de Colombo, veulent éliminer à tout prix ces ouvriers qui luttent contre l'unification syndicale et s'opposent à leur monopole sur les organisations de classe du prolétariat. Derrière le « bon sens » de l'opportunisme se profile toujours la violence du capital et du fascisme.

Hier comme aujourd'hui, bourgeois et opportunistes marchent la main dans la main. La tâche des révolutionnaires est de lutter contre eux, contre le capitalisme comme contre ses laquais ; l'avenir appartient à ces minorités qui sauront tirer de l'expérience actuelle la conclusion que seule une lutte révolutionnaire méthodique, énergique, constante, courageuse contre l'ennemi de classe et tous ses auxiliaires permettra, dans l'immédiat de défendre et d'améliorer leurs conditions de vie, et dans l'avenir d'abattre la domination du capital.

Quelques jours avant de mourir, assassiné par l'opportunisme, Liebknecht écrivait : « Pour l'heure, le ca» vaire que gravit la classe » ouvrière n'est pas terminé, » mais le jour de la rédemption approche. Le jour du » jugement pour les Ebert - » Scheidemann - Noske et » pour les capitalistes qui » se dissimulent aujourd'hui » dans leur ombre. Les vagues des événements s'élèvent à des hauteurs vertigineuses... nous avons l'habitude d'être précipités de » la crête aux abîmes. Mais » notre nef poursuit sa route » droite, voguant fièrement » jusqu'au but. Serons-nous » encore en vie quand ce but » sera atteint ? Notre *programme*, lui, vivra ; il régnera sur l'humanité libérée. Malgré tout ! »

Voilà ce qui distingue le parti de la classe ouvrière de l'opportunisme : le programme communiste, la défense acharnée de ce programme, la lutte résolue pour la réalisation de ce programme et de lui seul. Comme le disait alors Lénine, pour l'avenir du mouvement prolétarien mieux vaut être un seul avec Liebknecht, que huit millions avec Ebert, Scheidemann, Noske ou Brejnev, Marchais et Longo !

LA PALESTINE, POINT DE MIRE

(Suite de la 1re page)

prêches du Kremlin, à une indignation de bon aloi de tout ce monde de catégories moyennes qui, dans le pays qui fut celui de Lénine, se taille un confortable « bien-être occidental ». Cette engeance, par la bouche de ses chefs, se scandalise, proteste qu'il ne peut s'agir que d'une « provocation ». A en croire ses éminents « théoriciens » tout pourrait s'arranger harmonieusement dans le meilleur des mondes, *si* on respectait les décisions de l'O.N.U., *si* « l'opinion mondiale » se mobilisait, *si* on tenait compte des « légitimes revendications » des Palestiniens ! Et parce que *ça ne marche pas,* parce que cette sotte imagerie d'Epinal ne rend pas compte des réalités monstrueuses de la société moderne et ne sert qu'à dissimuler les bonnes affaires des exploiteurs, ceux de Moscou comme ceux de Washington, ce serait simplement la faute de quelques trublions, de quelques fanatiques ? Mais cette opinion qui prétend faire « œuvre de paix » — et que Moscou exalte au moment même où elle ordonne l'abandon de ceux qu'on a attaqués — ce n'est rien d'autre que la *bonne conscience* de la bourgeoisie mondiale, l'égoïsme hypocrite des catégories repues qui se cache derrière les belles idées de « démocratie », de « liberté » et de... droit des peuples ! C'est la lâche réaction de ventres pleins que les ventres vides empêchent de danser en rond. C'est l'anesthésique qu'appliquent les Etats qui exploitent à la révolte des peuples exploités !

Divers P.C., qui ont trouvé légitime l'usage des armes entre pays dits « socialistes », *le désapprouvent* lorsqu'il s'agit d'une lutte contre le régime le plus réactionnaire qui soit. Ils saluent comme « positifs » tous les cessez-le-feu, même ceux qui n'ont d'autre but que de permettre la victoire de la chiourme sur la faim. A ceux qui ont été victimes du mensonge de leurs soi-disant frères de race, ils prescrivent doctement de « rechercher un compromis sincère » ! Après avoir acculé à l'insurrection désespérée les peuples qu'ils ont entretenus durant des décennies dans leurs mortelles illusions nationales, ces jocrisses et ces tartuffes osent parler, lorsque cette insurrection éclate, de « machination » !

***

Nous, jamais nous n'avons cru à des « solutions nationales » au Viêt-nam, à Cuba, en Palestine, en tous ces lieux déshérités où se battent des révoltés qui n'ont ni l'organisation ni l'armement théorique du prolétariat, des exploités qui ne sont même pas groupés sous la forme compacte de la seule et vraie classe révolutionnaire. Jamais nous n'avons encouragé la moindre illusion sur ces « voies » trompeuses proposées par Moscou et, d'une façon plus générale, par l'opportunisme de tous les pays et de tous les temps. Mais le sacrifice de ces masses insurgées en vain est une plaie qui restera béante jusqu'à la révolution mondiale de demain. Plus sobrement, mais certainement avec plus de conviction farouche que les enthousiastes occidentaux de ces luttes condamnées d'avance, nous crions : à bas les faux mots d'ordre de « Libération nationale », hors des rangs ouvriers les traîtres qui les propagent : hier au service des vieux impérialismes, aujourd'hui au service de tous les nouveaux. Pour la lutte de classe internationale, pour la reconstruction de son parti, pour la dictature mondiale du prolétariat et contre toutes les « étapes intermédiaires », les « transitions » qui se soldent en fleuves de sang !

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing

MARSEILLE (Xe) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P P

PERMANENCES DU PARTI

- **A PARIS : Les dimanches 11 et 25 octobre, de 10 à 12 h., et le samedi 17 octobre, de 15 à 19 heures, au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion** (dans la cour à gauche), **Paris (5e), métro Gobelins.**
- **A MARSEILLE : Les samedis 10 et 24 octobre, de 15 à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves** (4e étage).